

ACTION URGENTE

BURUNDI. UN JOURNALISTE PORTÉ DISPARU

Jean Bigirimana, journaliste à *Iwacu*, a été vu pour la dernière fois le 22 juillet à Bugarama, dans la province de Muramvya. Selon *Iwacu*, des éléments indiquent que Jean Bigirimana, qui travaille pour ce journal depuis moins d'un mois, a été arrêté par les forces de sécurité. Le porte-parole de la police a cependant nié ces allégations.

Jean Bigirimana a été vu pour la dernière fois le 22 juillet. Il a été emmené par des personnes appartenant, semble-t-il, au Service national de renseignement (SNR), selon un collègue qui travaille avec lui à Bujumbura. Peu après, le rédacteur en chef d'*Iwacu* a reçu un appel anonyme l'informant que Jean Bigirimana avait été emmené par les forces de sécurité alors qu'il se trouvait à Bugarama, à environ 46 kilomètres de Bujumbura.

Le 25 juillet, le porte-parole de la police a publié un message sur Twitter afin de nier les allégations selon lesquelles les forces de sécurité avaient arrêté Jean Bigirimana et a appelé la famille de ce dernier à coopérer avec les enquêteurs.

On ignore pourquoi et dans quelles circonstances Jean Bigirimana a été emmené par des agents présumés du SNR. Cependant, la direction d'*Iwacu* pense que cela a peut-être un lien avec son travail de journaliste et ses voyages récents à Kigali. Jean Bigirimana a notamment assisté à un colloque organisé en juin 2016 à Kigali par RNW Media, une organisation non gouvernementale (ONG) néerlandaise. Depuis le début de la crise, en avril 2015, des dizaines de journalistes, craignant pour leur sécurité, ont fui le pays. Certains journalistes travaillent actuellement depuis le Rwanda, tandis que d'autres ont décidé purement et simplement de ne plus exercer (pour en savoir plus : <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/confusion-around-an-arrest/>).

Amnesty International craint que Jean Bigirimana n'ait été victime d'une disparition forcée.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- exprimez votre inquiétude quant au fait que Jean Bigirimana a peut-être été victime d'une disparition forcée et exhortez les autorités à indiquer la progression de l'enquête en cours et à en rendre les conclusions publiques ;
- appelez les autorités à veiller, si cet homme est en détention, à ce qu'il soit protégé de la torture et autres mauvais traitements, et à ce qu'il puisse contacter sans délai ses proches et l'avocat de son choix et bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- s'il est détenu, demandez-leur de le libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé sans délai d'une infraction dûment reconnue par le droit international ;
- priez-les instamment de protéger efficacement les journalistes des menaces, agressions, manœuvres d'intimidation et actes de harcèlement liés à leur travail.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 SEPTEMBRE 2016 À :

Président de la République
Pierre Nkurunziza
Présidence de la République
Boulevard de l'Indépendance
Bujumbura
Burundi
Courriel :
pierre.nkurunziza@burundi.gov.bi
Formule d'appel : Monsieur le
Président,

Ministre de la Sécurité publique
Alain-Guillaume Bunyoni
Ministère de la Sécurité Publique
Avenue Nyabisindu
Ngagara, quartier industriel
Bujumbura
Burundi
Formule d'appel : Monsieur le
Ministre,

Copies à :
Procureur général
Valentin Bagorikunda
Parquet général
B. P. 105
Bujumbura
Burundi

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Burundi dans votre pays (adresse/s à compléter) :
Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

BURUNDI. UN JOURNALISTE PORTÉ DISPARU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Avant de travailler à *Iwacu*, Jean Bigirimana était journaliste à Rema FM, une station de radio proche du parti au pouvoir au Burundi. Il a intégré l'équipe d'*Iwacu* moins d'un mois avant sa disparition. Le journal *Iwacu* est l'un des derniers médias indépendants basés au Burundi.

Les forces de sécurité s'en prennent aux journalistes depuis le début de la crise, en avril 2015. Le 26 avril 2016, lorsque des manifestations ont eu lieu après que le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il briguerait un troisième mandat, les autorités ont empêché la Radio publique africaine (RPA), Bonesha FM et Radio Isanganiro de diffuser hors de Bujumbura, la capitale.

Le 27 avril, elles ont fermé la Maison de la presse à Bujumbura, où les médias enregistraient parfois des émissions ensemble. Le 5 mai 2015, le procureur général a ordonné la réouverture de la Maison de la presse, mais pas de son studio.

Après la tentative de coup d'État des 13 et 14 mai 2015, les forces de sécurité ont détruit les locaux de quatre médias indépendants : la RPA, Bonesha FM, Radio Isanganiro et la radio-télévision Renaissance. Ceux de Rema FM ont été détruits par des inconnus.

Avant, pendant et après les manifestations, Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas de journalistes burundais et étrangers victimes de harcèlement et de manœuvres d'intimidation de la part d'agents des forces de sécurité et d'autres représentants de l'État.

Nom : Jean Bigirimana
Homme

AU 183/16, MDE 16/4596/2016, 3 août 2016